



ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre de l'économie

Mai 2026

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 7 MAI 2026 À 6H30

Sondage réalisé pour



Challenge^s et



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les **29 et 30 avril 2026**.



Echantillon

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes (lorsque l'ensemble des Français est interrogé), si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

« L'œil du sondeur » : enseignements clés du sondage par Gaël Sliman, président d'Odoxa (1/2)

6 Français sur 10 pensent, qu'avec la crise, il faut mettre en pause les politiques environnementales

Le moral économique des Français reste « scotché » à des niveaux abyssaux :

- 1) Ce mois-ci, 83% des Français se disent « moins confiants » en l'avenir de la situation économique de la France.
- 2) C'est une tendance structurelle, car depuis la dissolution, nous enregistrons, en moyenne, plus de 80% de pessimisme.
- 3) Mais l'actualité géopolitique accentue évidemment ces craintes. En un an, la défiance a ainsi progressé de 4 points entre mai 2025 et mai 2026

D'ailleurs, la crise énergétique s'invite particulièrement au cœur des préoccupations des Français. Ainsi la guerre en Iran et ses conséquences change tout à leurs perceptions :

- 4) **Les Français sont encore plus « pro-nucléaires »** : Toujours 1^{er} avec 50% de citations, le nucléaire s'impose plus encore qu'auparavant en tête de la dizaine de sources d'énergies à privilégier à l'avenir. Il progresse de 4 points en moins de 4 ans pour devancer désormais de 9 points la source d'énergie citée en 2^{ème} position, le photovoltaïque.

« L'œil du sondeur » : enseignements clés du sondage par Gaël Sliman, président d'Odoxa (2/2)

- 5) **Inversement, l'éolien a du plomb dans l'aile** : L'éolien n'arrive qu'en 3^{ème} position des énergies à privilégier avec 35% de citations **et souffre toujours du réflexe « NIMBY »** : depuis 5 ans, une majorité de Français ne veulent pas qu'une éolienne soit installée à côté de chez eux (52% vs 48% en mai 2026).

Et ceux qui seraient potentiellement les plus concernés, les habitants des petites villes et des zones rurales, sont encore plus nombreux à s'y opposer : 55%

- 6) **Plus globalement, l'heure n'est plus aux politiques environnementales** : 61% des Français pensent qu'en période de crise, « les responsables politiques devraient avant tout s'occuper de l'économie et de l'emploi et moins d'environnement » contre seulement 37% qui pensent au contraire « qu'il faut poursuivre les politiques de protection de l'environnement qui demeurent prioritaires ».

C'est un retournement total de tendance par rapport à ce que nous enregistrons depuis 5 ans. En effet, depuis 2021, 6 Français sur 10 pensaient exactement l'inverse et souhaitaient que l'on poursuive les politiques d'environnement malgré la crise. Nous revenons ainsi à un niveau encore plus bas que celui que nous mesurons il y a 11 ans, en avril 2015 (50% vs 61% aujourd'hui)

Synthèse détaillée du baromètre (1/3)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

6 Français sur 10 pensent, qu'avec la crise, il faut mettre en pause les politiques environnementales

1) Le moral économique des Français reste « scotché » à des niveaux abyssaux

83% des Français se disent « moins confiants » en l'avenir de la situation économique de la France contre seulement 16% d'optimistes qui se disent « plus confiants », soit un indice de confiance en l'avenir négatif de « -67 » (confiants – défiants).

Nous vivons une période incroyablement longue de morosité depuis la dissolution avec un indice moyen de confiance de « -64 » sur la période de septembre 2024 à mai 2026.

Depuis 19 mois, nous enregistrons tous les mois plus de 80% de Français se disant plus pessimistes sur notre avenir économique contre moins de 20% se disant plus optimistes.

C'est donc bien une tendance structurelle à la morosité que nous vivons depuis la dissolution, car nous enregistrons depuis lors, en moyenne, 80% de pessimisme. Mais l'actualité géopolitique accentue évidemment ces craintes.

En un an, la défiance a ainsi progressé de 4 points entre mai 2025 et mai 2026.

L'énergie justement s'invite au cœur des préoccupations des Français, à la fois en raison de son coût et aussi en lien avec les questions plus stratégiques de souveraineté économique de notre pays. Et cela change tout à leurs perceptions sur ces questions...

2) Le nucléaire, déjà très populaire en France depuis de nombreuses années regagne encore des adeptes, l'éolien à l'inverse souffre du réflexe « NIMBY »

Le nucléaire s'impose encore plus qu'auparavant comme la source d'énergie dans laquelle la France devrait investir le plus.

Toujours 1^{er} avec 50% de citations, le nucléaire s'impose plus encore qu'auparavant en tête de la dizaine de sources d'énergies à privilégier à l'avenir. Il progresse de 4 points en moins de 4 ans pour devancer désormais de 9 points la source d'énergie citée en 2^{ème} position, le photovoltaïque (41% ; -4 pts). En septembre 2022, lors de notre précédente mesure, l'écart entre les deux sources d'énergie n'était que d'un point.

Suivent, la géothermie 3^{ème} ex-aequo (+5 pts en 4 ans) avec l'éolien (+2 pts) qui enregistrent 35% de citations, puis l'hydrogène (5^{ème} avec 27% ; stable) et l'hydrolien (6^{ème} avec 21% ; -4 pts).

Synthèse détaillée du baromètre (2/3)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

La biomasse arrive en 7^{ème} position (11% ; +1 pt), le gaz de schiste et le charbon ferment la marche, comme en 2022, avec seulement 5% de citations (stables).

Si l'éolien est une énergie qui reste citée à un niveau élevé (3^{ème} ex-aequo) et en hausse de 2 points depuis 4 ans, son implantation à proximité de chez soi continue de faire débat.

Il en faut certes, nous disent les Français, mais « NIMBY » - not in my backyard / pas à côté de chez moi – car une majorité de nos concitoyens, aujourd'hui comme depuis 5 ans, ne veulent pas qu'une éolienne soit installée à côté de chez eux : 52% y sont opposés aujourd'hui, ils étaient 51% en janvier 2023 et 53% en septembre 2021.

Cette moyenne masque en outre de grandes disparités, à la fois sociologiques, générationnelles et politiques :

D'une part, ceux qui sont déjà le plus exposés à cette réalité ou « ce risque » sont bien plus nombreux à y être opposés : alors que l'on enregistre 55% d'opposition dans les communes rurales et dans les petites villes, on atteint 52% de soutien dans les grandes villes... ou cela risque peu de se produire.

D'autre part, on enregistre un spectaculaire effet d'âge à ce propos : plus on est âgé, plus on est opposé à l'installation d'une éolienne à proximité de chez soi. On passe ainsi de seulement 39% d'opposition chez les 25-34 ans, à 49% chez les 35-49 ans, puis 54% chez les 50-64 ans pour culminer à 63% chez les plus de 65 ans.

Enfin, sans grande surprise, si les sympathisants de gauche sont plus des deux-tiers à y être favorables (67%), ceux de droite, sont une proportion parfaitement inverse (64%) à s'y déclarer opposés.

3) Oui aux énergies renouvelables sur le temps long, mais, pour l'heure, les Français veulent mettre en pause les politiques environnementales

Cet amour des Français pour le nucléaire et leurs réserves sur certaines énergies renouvelables (l'éolien à côté de chez soi) ne signifie pas que nos concitoyens soient structurellement hostiles à celles-ci. Bien au contraire, le souhait que l'on investisse dans l'éolien progresse de 2 points, celui que l'on investisse dans la géothermie de 5 points.

Par ailleurs, si le nucléaire arrive en tête sur la dizaine de sources d'énergie testées dans notre sondage, sur le temps long, les Français continuent de penser qu'à l'avenir la France devrait avant tout privilégier le développement de l'ensemble des énergies renouvelables plutôt que l'énergie nucléaire : 53% contre 46% le pensent aujourd'hui, comme ils le pensaient déjà il y a trois ans (52% vs 47% en janvier 2023).

Mais cet arbitrage global « nucléaire vs renouvelable » sur le temps long peut souffrir de pauses conjoncturelles liées à une situation ponctuelle.

Synthèse détaillée du baromètre (3/3)

Gaël Sliman, président d'Odoxa

C'est vraisemblablement le cas aujourd'hui avec la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences.

Aujourd'hui, 61% des Français pensent qu'en période de crise, « les responsables politiques devraient avant tout s'occuper de l'économie et de l'emploi et moins d'environnement » contre seulement 37% qui pensent au contraire « qu'il faut poursuivre les politiques de protection de l'environnement qui demeurent prioritaires ».

C'est un retournement total de tendance par rapport à ce que nous enregistrons depuis 5 ans.

En effet, depuis 2021, 6 Français sur 10 pensaient exactement l'inverse et souhaitaient que l'on poursuive les politiques d'environnement malgré la crise.

Nous revenons ainsi à un niveau encore plus bas que celui que nous mesurons il y a 11 ans : il faut en effet remonter à avril 2015 pour retrouver une majorité de Français (50% vs 47%) demandant qu'on lève le pied sur les politiques d'environnement...

... et encore, à l'époque la part des personnes souhaitant cette « pause » était bien moins élevée qu'aujourd'hui (50% en 2015 contre 61% en 2026).

La crise au Moyen-Orient et son impact sur l'inflation et les sources d'énergie a donc fait une victime, au moins à court ou moyen terme : les politiques de protection de l'environnement.

Gaël Sliman, président d'Odoxa



Résultats du sondage

Moral économique des Français



Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?

Plutôt moins confiant(e)

83%

Avril 2026 : 84%*

Comparaison sur un an :

*+4 points de défiance entre
mai 2025 et mai 2026
(79% vs 83%)*

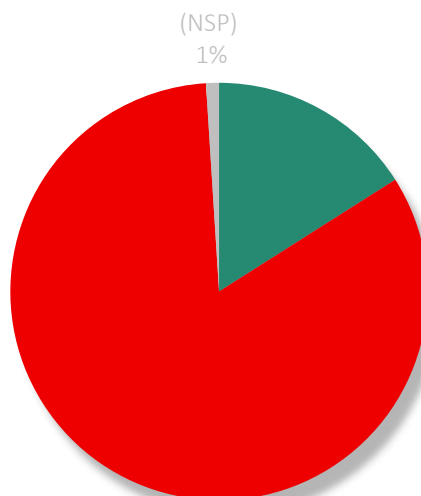
Plutôt plus confiant(e)

16%

Avril 2026 : 16%*

Comparaison sur un an :

*-5 points de confiance entre
mai 2025 et mai 2026
(21% vs 16%)*



INDICE « Plutôt plus confiant(e) » - « Plutôt moins confiant(e) » = - 67

Rappel du mois précédent : - 68*

Evolution de l'indice de moral économique (confiance – défiance) :

Structurellement bas depuis la dissolution (indice moyen de -64 sur la période), l'indice s'est encore sensiblement dégradé depuis un an : -9 pts entre mai 2025 et mai 2026 (-58 vs -67)

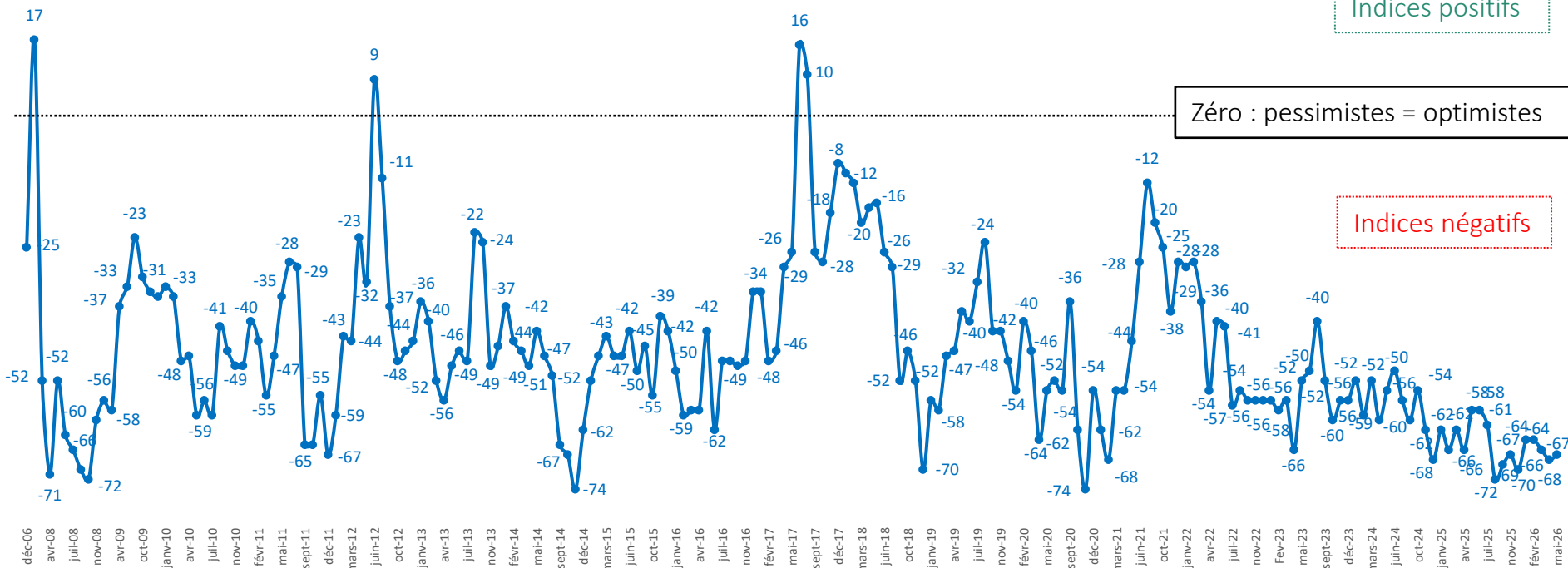


Depuis ces dernières semaines, êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?

Indices positifs

Zéro : pessimistes = optimistes

Indices négatifs



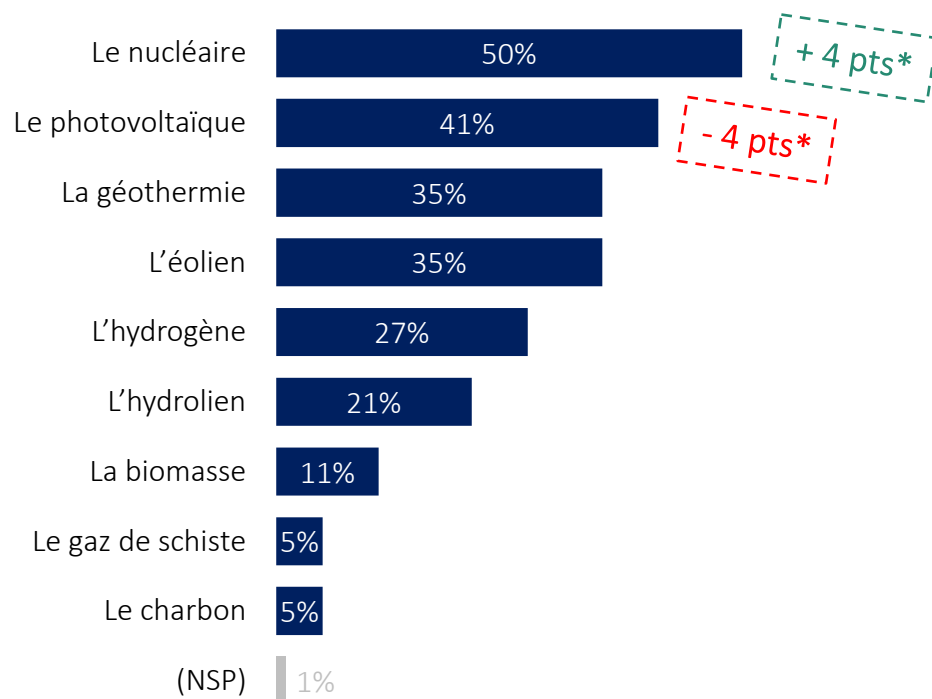
* Jusqu'en juillet 2014, ce baromètre était réalisé par BVA pour Axys Consultants, BFM et Challenges

Préférences des Français en termes d'investissements dans les sources d'énergie



Parmi les sources d'énergie suivantes, quelles sont celles dans lesquelles vous souhaitez que la France investisse le plus ?

3 réponses possibles



Depuis 2022*, le souhait que la France investisse en priorité dans l'énergie nucléaire a progressé de 4 points, tandis qu'il a reculé de 4 points pour le photovoltaïque. L'écart entre les deux énergies est ainsi passé de 1 pt il y a quatre ans à 9 pts aujourd'hui

 Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.

Préférence entre les énergies renouvelables et l'énergie nucléaire



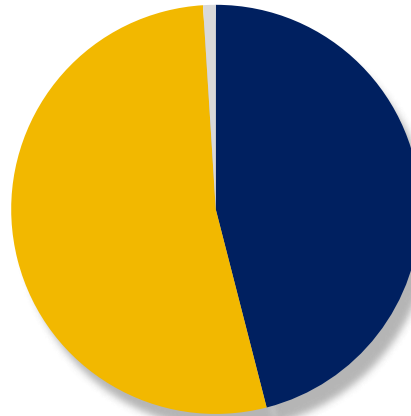
Pour la France, estimez-vous qu'il faut avant tout privilégier le développement de l'énergie nucléaire ou au contraire qu'il faut avant tout privilégier le développement des énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire ?



Il faut avant tout privilégier le développement des énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire

53%

(NSP)
1%



Il faut avant tout privilégier le développement de l'énergie nucléaire

46%

Les plus favorables aux énergies renouvelables :

- Femmes : 65%
- 18-24 ans : 64%
- 25-34 ans : 62%
- Sympathisants de gauche : 69%

Les plus favorables à l'énergie nucléaire :

- Hommes : 58%
- 50 ans et plus : 52%
- Sympathisants de droite : 64%

Consentement à l'installation d'une éolienne

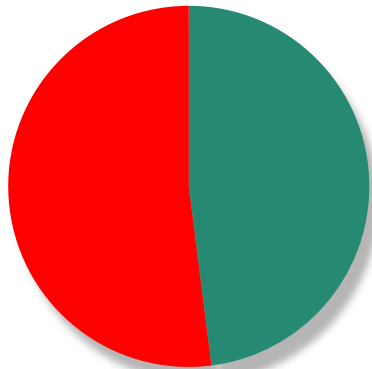


Si vous appreniez qu'une éolienne allait être installée à côté de chez vous, seriez-vous favorable ou opposé(e) à cette décision ?

Opposé(e)
52%

*Communes rurales
et petites villes : 55%*

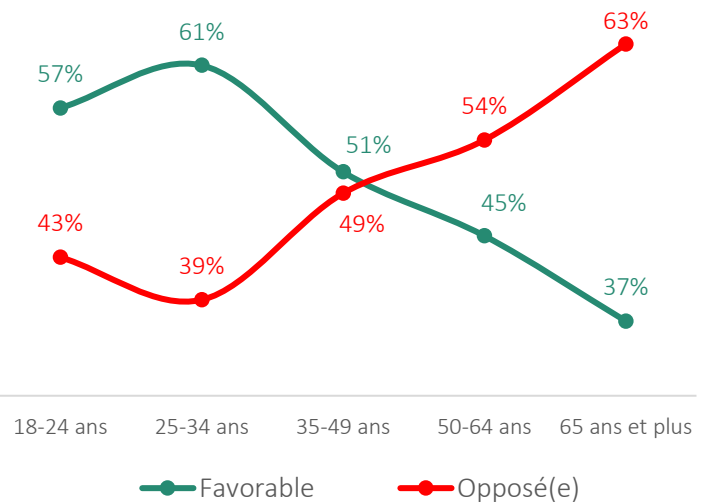
*Sympathisants
de droite : 64%*



Favorable
48%

*Sympathisants
de gauche : 67%*

*Sympathisants
du centre : 61%*



Priorités des Français en période de crise : « fin du monde » ou « fin du mois » ?

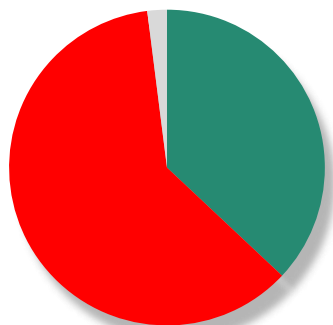


De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le/la plus proche concernant les politiques d'environnement en période de crise économique ?

En période de crise, les responsables politiques doivent avant tout s'occuper de l'économie et de l'emploi et moins de l'environnement

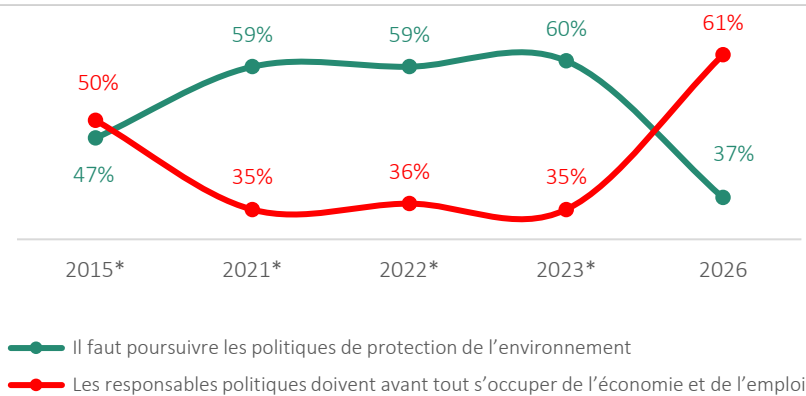
61%

(NSP)
2%



En période de crise, il faut au contraire poursuivre les politiques de protection de l'environnement qui demeurent prioritaires

37%



Retournement total depuis 2023

En 2023, une vaste majorité (60% vs 35%) estimait qu'en période de crise, il fallait poursuivre les politiques d'environnement.

Les Français sont désormais une majorité (61% vs 37%) à estimer qu'en période de crise, les responsables politiques doivent avant tout s'occuper de croissance et d'emploi et moins d'environnement...

En 2015, cette opinion était majoritaire, mais l'écart entre les deux positions était bien plus faible (3 points).